

Barack Obama

« SUR LA GUERRE ET LA PAIX ».  
DISCOURS DE RÉCEPTION DU  
PRIX NOBEL DE LA PAIX

*Texte établi et présenté par Alain Chardonnens*

*2<sup>e</sup> édition revue et corrigée*



PRESSES UNIVERSITAIRES DU CANADA

© Montréal, Presses universitaires du Canada, 2021. Tous droits réservés.

ISBN 978-1-300-15555-3

## **« Sur la guerre et la paix. » Présentation du texte**

L'attribution du prix Nobel de la paix à Barack Obama a été une surprise totale tant pour l'intéressé lui-même que pour ses concitoyens et la communauté internationale. Quand on lui annonce le nom du lauréat, Lech Walesa, leader historique de Solidarność, ancien président de la Pologne ayant lui aussi reçu le prix Nobel de la paix (1983), déclare : « *Qui ? Obama ? Si vite ? Trop vite ! Il n'a pas eu le temps de faire quoi que ce soit. Pour le moment il ne fait que proposer* »<sup>1</sup>.

En effet, nombreux sont les observateurs qui font remarquer qu'Obama, nouveau venu sur la scène internationale, n'a guère engrangé de succès diplomatiques malgré les signes encourageants qu'il a montrés depuis les premiers mois de sa présidence : annonce de la fermeture des prisons de Guantánamo Bay<sup>2</sup>, interdiction de la torture, volonté de dia-

---

<sup>1</sup> Radio-Canada : « Barack Obama, à la surprise générale », article paru le 9 octobre 2009, <http://www.radio-canada.ca>, consulté le 18 juin 2019 ; Le Temps (Genève) : « Les réactions dans le monde », article paru le 9 octobre 2009, <http://letemps.ch>, consulté le 18 juin 2019.

<sup>2</sup> LEMA, Luis : « Barack Obama s'attaque au symbole de Guantánamo », *Le Temps* du 22 janvier 2009.

logue avec la République islamique d'Iran<sup>1</sup>, main tendue aux pays arabo-musulmans (discours du Caire)<sup>2</sup>, lutte contre la prolifération nucléaire<sup>3</sup>...

Le contexte peut également susciter un malaise. Le président Obama, qui est le commandant en chef des troupes américaines, doit gérer deux guerres lancées par son prédécesseur républicain, George W. Bush : celles d'Afghanistan et d'Irak<sup>4</sup>. Or, depuis l'annonce de l'attribution du prix Nobel le 9 octobre 2009, Barack Obama a consulté ses alliés et a pris la décision d'envoyer 30 000 soldats américains supplémentaires à Kaboul et à Bagdad. Un comble pour un lauréat du prix Nobel de la paix.

Cette situation paradoxale conduit ses compatriotes à douter de la pertinence de l'attribution d'un prix aussi prestigieux au jeune président : une nette majorité d'Américains estiment à travers les sondages que ce Nobel n'est pas mérité<sup>5</sup> ; les Européens, à l'image des Norvégiens, sont plus mesurés et déclarent avec diplomatie qu'il est certainement prématuré.

Ainsi, lorsqu'il vient chercher son prix à Oslo le jeudi 10 décembre 2009, le Chicagoan sait qu'il lui faut déjouer un double piège : il doit à la fois écouter les paroles louangeuses

---

<sup>1</sup> MARTIN, Cyriel : « Le message historique d'Obama à l'Iran », *Le Temps* du 20 mars 2009, <http://letemps.ch>, consulté le 18 juin 2019.

<sup>2</sup> LEMA, Luis : « Le discours du Caire a ébouriffé les États-Unis », *Le Temps* du 6 juin 2009 ; LESNES, Corine : « Au Caire, Barack Obama reconnaît la dette de la civilisation à l'islam », *Le Monde* du 6 juin 2009.

<sup>3</sup> WERLY, Richard : « Oui, nous pouvons relever le défi nucléaire », *Le Temps* (Genève) du 5 avril 2009.

<sup>4</sup> MANDEVILLE, Laure : « Obama envoie 30 000 soldats de plus en Afghanistan », *Le Figaro* du 2 décembre 2009.

<sup>5</sup> MILLOT, Lorraine : « Obama ne mérite pas son prix Nobel », note du 10 décembre 2009, [http://washington.blogs.liberation.fr/great\\_america.html](http://washington.blogs.liberation.fr/great_america.html), consulté le 18 juin 2019. La correspondante du quotidien *Libération* à Washington écrit que seulement 26% des citoyens américains pensent que leur président mérite son prix Nobel.

du jury scandinave et, dans le même temps, se distancer du message pacifiste du comité norvégien afin de ne pas se retrouver sous le feu violent des critiques émanant des milieux conservateurs américains qui jugent sa politique trop conciliante à l'égard de plusieurs États ennemis de Washington.

Barack Obama a, dans ces conditions, profité de cette tribune à l'écho planétaire pour prononcer cet important discours (4 000 mots – soit deux fois plus que lors de son investiture le 20 janvier 2009) dans lequel il défend la doctrine de la « guerre juste ».

Dans un premier temps, le président américain a décidé de faire preuve d'humilité et a tenu à mettre fin à la polémique portant sur l'attribution du prix Nobel à un nouveau chef d'État sans expérience internationale : « [...] *je suis au début, non à la fin, de mes efforts sur la scène mondiale. En comparaison de certains géants qui ont reçu ce prix – Schweizer et King ; Marshall et Mandela – mes réalisations sont faibles.* »

Et Obama de rappeler le paradoxe de la situation dans laquelle il se trouve : bien que recevant le prestigieux prix, il est « *le commandant en chef d'une nation engagée dans deux guerres. L'une de ces guerres est en voie d'achèvement. L'autre est un conflit que l'Amérique n'a pas cherché [...].* » Envoyant des milliers de jeunes soldats américains sur le théâtre des opérations – « *certaines d'entre eux vont tuer, certains vont être tués* » –, Barack Obama propose de focaliser ses propos sur « *les relations entre la guerre et la paix et [ses] efforts visant à passer de l'une à l'autre.* »

Arguant que la guerre remonte aux origines de l'humanité, le locataire de la Maison-Blanche rappelle que les vainqueurs des deux guerres mondiales ont mis en place les mécanismes qu'ils ont jugés nécessaires pour prévenir tout nouveau conflit (Société des Nations en 1919, Organisation des Nations unies en 1945). Toutefois, cette dernière institu-

tion peine parfois à répondre à l'urgence de nouvelles menaces : prolifération des armes nucléaires, terrorisme, conflits internes. Les circonstances exigent dès lors « *que nous repensions les notions de guerre juste ainsi que les impératifs d'une juste paix* ».

Le discours de Barack Obama s'inscrit dans cette pensée occidentale séculaire, connue sous le concept de « guerre juste », qui vise à déterminer les justifications et les limites de l'usage de la force dans un contexte politique déterminé. La tradition de « guerre juste » renvoie à deux domaines distincts : le *jus ad bellum* (justification de la guerre dans un cadre défini) et le *jus in bello* (restriction de l'usage de la force).

Le *jus ad bellum* englobe les considérations suivantes : une *cause juste* à défendre, une *autorité habilitée* à réagir et à entrer en guerre, une *intention juste* de l'un des belligérants à faire usage de la force, un *usage proportionné* de la frappe, un *usage de la force* uniquement en cas de dernier recours, une *finalité pacifique* et une *volonté d'aboutir* à la fin du conflit.

Le *jus in bello* repose quant à lui sur deux idées : le *principe de proportionnalité* des moyens militaires utilisés visant à réduire au maximum les destructions inutiles et le *principe de discrimination* (ou immunité des non-combattants) impliquant la protection des personnes qui ne participent pas aux affrontements. Ces notions se retrouvent dans le droit international du XX<sup>e</sup> siècle.

La tradition de la « guerre juste » remonte à la pensée hébraïque, grecque et romaine. Dans ce dernier cas, le droit romain a mis en évidence différents types de « guerres justes », repris au Moyen Âge, visant à recouvrer un objet (au sens juridique du terme) qui a été volé, punir un acte délictueux grave, se défendre ou se prémunir contre une attaque. Saint Ambroise et saint Augustin, théoriciens chrétiens, reprennent les notions de « guerre juste » héritées de l'Antiquité en y

incluant la conception hébraïque de la guerre sacrée voulue par Dieu et une certaine retenue dans les combats en raison de la charité chrétienne (protection des innocents). Ignorées jusqu'à la trêve sacrée (X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècle), les réflexions sur la guerre sont développées dans le *Decretum* de Gratien (1148), ainsi que dans les écrits de Pierre de Paris et de ceux de Thomas d'Aquin, mêlant les aspects de la tradition chrétienne aux notions présentées ci-dessus.

Il faut attendre les XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles pour que des penseurs, tels que Vitoria, Suarez, Gentile et Grotius, développent de nouveaux éléments de la « guerre juste », posant ainsi les bases théoriques du droit international moderne qui se consolideront au cours des siècles. Le XX<sup>e</sup> siècle a vu l'entrée en vigueur des Conventions de Genève, ainsi que l'adoption des manuels militaires sur le droit de la guerre. Au cap du XXI<sup>e</sup> siècle, le professeur Michaël Walzer est devenu l'un des théoriciens les plus connus de la « guerre juste ». Cette doctrine se retrouve dans la suite de l'allocution présidentielle. Barack Obama interpelle les pacifistes et les militants des mouvements non-violents : *« Ce n'est pas un mouvement non-violent qui aurait pu arrêter les armées d'Hitler. Aucune négociation ne saurait convaincre les chefs d'Al-Qaïda de déposer leurs armes. Dire que la guerre est parfois nécessaire n'est pas un appel au cynisme, c'est la reconnaissance de l'histoire, des imperfections de l'homme et des limites de la raison »*.

Obama se montre conscient des tragédies engendrées par la guerre. *« C'est ainsi que notre défi, déclare-t-il, consiste en partie à concilier ces deux vérités apparemment inconciliables, à savoir que la guerre est parfois nécessaire et qu'elle est, à un certain niveau, une expression de la folie meurtrière »*.

À ses yeux, plusieurs circonstances justifient le recours à la guerre : l'autodéfense, l'aide à apporter à un pays envahi et

les raisons humanitaires (massacre de civils par le gouvernement) ou encore la guerre civile. En effet, en cas de non-intervention, *« l'inaction déchire notre conscience et peut conduire plus tard à une intervention militaire plus coûteuse. C'est pourquoi, ajoute-t-il, toutes les nations responsables doivent postuler qu'une force militaire dotée d'un mandat clairement établi a un rôle à jouer pour maintenir la paix »*. À titre d'exemple, l'OTAN doit ainsi suppléer les États-Unis dans la recherche de la paix.

Mais l'usage de la force doit être soumis à des règles strictes. Et Barack Obama de critiquer la politique cynique de son prédécesseur, George W. Bush : *« Quand la force s'avère nécessaire, nous avons un intérêt moral et stratégique à respecter strictement certaines règles de conduite. Et même lorsque nous sommes face à face avec un adversaire féroce qui ne suit aucune règle, je pense que les États-Unis d'Amérique doivent demeurer le porte-étendard des principes de la guerre. C'est cela qui nous distingue de ceux contre lesquels nous luttons. C'est cela la source de notre force »*. Ce sont ces considérations qui ont poussé Obama à prendre la décision de fermer les prisons de Guantánamo Bay et à faire respecter les Conventions de Genève.

Le président propose trois moyens *« pour bâtir une paix juste et durable »* : exercer des pressions sur les États qui défient la communauté internationale en refusant de se soumettre aux demandes de vérification relatives à leur programme nucléaire ; faire respecter, partout, la Déclaration universelle des droits de l'homme (*« Je crois que la paix est instable lorsque les citoyens sont privés du droit de s'exprimer librement ou de pratiquer leur religion comme ils le souhaitent ; du droit de choisir leurs dirigeants ou de se rassembler sans crainte »*) ; instituer la sécurité économique (*« Il est également vrai que la sécurité n'existe pas là où les êtres humains n'ont pas accès à la nourriture, à l'eau potable,*

*aux médicaments ou aux logements dont ils ont besoin pour survivre »).*

Le discours a été bien accueilli aux États-Unis. Les conservateurs ont approuvé son concept de « guerre juste », tout comme les « faucons » démocrates sensibles à l'argumentaire humanitaire. La gauche a particulièrement apprécié la deuxième partie du discours consacrée aux conditions d'établissement de la paix. Fareed Zakaria, l'éditorialiste de CNN et de l'hebdomadaire *Newsweek*, parle de politique « *post-impériale* »<sup>1</sup> menée par Obama lorsque ce dernier déclare que les États-Unis ne peuvent à eux seuls « *assurer la paix* » partout sur la planète.

En effet, le président américain mène une diplomatie « *post-impériale* »<sup>2</sup> qui ne repose aucunement, comme l'ont accusé à tort les républicains au début de son mandat, sur un pacifisme naïf, mais bien sur une approche réaliste. Il s'inscrit de la sorte dans l'approche de George Bush Senior développée par Brent Scowcroft et Zbigniew Brzezinski<sup>3</sup>. L'objectif suivi par Obama n'est pas d'instaurer une « paix perpétuelle », comme l'ont rêvé Kant ou Habermas. Il s'agit avant tout de défendre les intérêts des États-Unis à travers le monde. Les néoconservateurs, à l'image de Robert Kagan, se réjouissent : « *On revient vers un moralisme plus musclé, à la Truman ou à la Reagan. L'accent mis sur la force militaire, la guerre pour des causes justes et des principes moraux rappelle aussi la phrase de Theodore Roosevelt sur "l'homme juste en armes"* ».

---

<sup>1</sup> LESNES, Corine : « M. Obama reçoit son prix Nobel de la paix controversé et défend la "guerre juste" », *Le Monde* du 12 décembre 2009.

<sup>2</sup> ZAKARIA, Fareed : « The Post-Imperial Presidency », *Newsweek* du 5 décembre 2009.

<sup>3</sup> BITAR, Karim Émile : « Barack Obama et le monde musulman : de la beauté du verbe aux dures réalités », Institut des Relations Internationales et Stratégiques, <http://www.iris-france.org>, consulté le 18 juin 2019.

*Après beaucoup de générosité rhétorique passée, Obama revient là à la "quintessence de l'Amérique"»<sup>1</sup>.*

En revanche, l'Europe, ravagée par deux conflits mondiaux durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, puis devenue l'un des enjeux de la Guerre froide jusqu'en 1991, se montre particulièrement réticente à l'envoi de forces armées intervenant à l'étranger, comme elle l'a passivement démontré lors du sanglant éclatement de l'ex-Yougoslavie. C'est que l'Europe, la « *vieille Europe* », pour reprendre les termes condescendants de l'ancien secrétaire républicain à la Défense, Donald Rumsfeld, est toujours hantée par le fantôme munichois de 1938. Fallait-il vraiment qu'Édouard Daladier<sup>2</sup> et Neville Chamberlain<sup>3</sup> laissent les Sudètes aux mains d'Adolf Hitler, sacrifiant ainsi la Tchécoslovaquie au nom d'un vain espoir de paix ? Ne fallait-il pas décréter la « guerre juste » ? Le débat entre munichois et antimunichois a été vif et les plaies sont à peine cicatrisées<sup>4</sup>. La perception de l'histoire et de la guerre est différente de part et d'autre de l'Atlantique : les Américains, hormis Pearl Harbor et les attentats du 11 septembre 2001, n'ont pas connu de destructions majeures sur leur territoire ; les Européens, géants économiques, mais nains militaires, traumatisés par les horreurs du XX<sup>e</sup> siècle, affichent quant à eux une certaine retenue militaire.

---

<sup>1</sup> MILLOT, Lorraine : « Obama, Nobel de la guerre juste », *Libération* du 11 décembre 2009.

<sup>2</sup> Édouard Daladier (1884-1970) était le Président du Conseil des ministres (gouvernement français) pour la troisième fois (du 11 avril 1938 au 11 mai 1939) à ce moment charnière de l'histoire.

<sup>3</sup> Arthur Neville Chamberlain (1869-1940), Premier ministre conservateur du Royaume-Uni, a été en poste de mai 1937 à mai 1940.

<sup>4</sup> AZÉMA, Jean-Pierre : *De Munich à la Libération, 1938-1944*. Paris, Éditions du Seuil, 1979, coll. Nouvelle histoire de la France contemporaine, n° 14 ; MIQUEL, Pierre : *Le piège de Munich*, Paris, Éditions Denoël, 1998.